

Comité Syndical du 10 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale à Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DENNE Jean-Claude, GIGUELAY Elisabeth, GIRARD Marie-Pierre, LACHAT Hervé, LANG Isabelle, LEI Josiane, MORAND Jean-Claude, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TRABICHET Yannick, VERNET Josette, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

REY Emmanuel, BOZONNET Justin.

Absents excusés :

COTTET Sophie donne suppléance à M. REY Emmanuel,
GUILHARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
MAXIT Monique donne pouvoir à Mme GIGUELAY.

Secrétaire de séance : DEVILLE François

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 16

Nombres de délégués suppléants présents : 2

Nombre de pouvoirs : 1

Nombres de votants : 19 (collège de la compétence GEMAPI à la carte)

Convocation : 3 octobre 2024

Point n°7 – Approbation du règlement d'exercice de la compétence GeMAPI par le SIAC

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président, rapporteur, rappelle aux membres du Comité Syndical que même si les lois MAPTAM et NOTRe définissent les contours de la compétence GEMAPI, elles ne stipulent pas explicitement l'obligation pour les porteurs de la compétence de se doter d'un règlement de compétence.

Cependant, la mise en place d'un règlement d'exercice de compétence est une bonne pratique fortement recommandée par les services de l'Etat, en particulier lorsqu'il y a transfert de la compétence et cela pour plusieurs raisons :

- Clarification des responsabilités : le règlement de compétence permet de définir clairement les responsabilités de chaque entité impliquée dans la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Cela inclut en particulier les rôles du SIAC, des EPCI et des communes.
- Coordination des actions : un règlement de compétence facilite la coordination entre les différentes parties prenantes, en assurant que les actions entreprises sont complémentaires et non redondantes.
- Sécurité juridique : en formalisant les compétences et les responsabilités, le règlement de compétence offre une sécurité juridique aux acteurs impliqués, en réduisant le risque de contentieux.

- Transparence et information : Le règlement de compétence permet également d'informer les citoyens et les autres acteurs locaux sur les compétences et les actions du SIAC en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations. Il peut être une base pour élaborer des documents de communication.

Le règlement rappelle en premier lieu comment la gouvernance de la GeMAPI s'est formalisée sur le territoire. Le SIAC exerce la compétence GEMAPI par transfert à la carte de la CCPEVA et de la CCHC uniquement. Sur la portion du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique sur le territoire de Thonon Agglomération, l'exercice par le SIAC d'une partie de la compétence peut se faire par délégation de l'EPCI.

Le règlement d'exercice de la compétence GeMAPI du SIAC rappelle ensuite le contenu des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement, fondement de la compétence GeMAPI, et, par correspondance, les missions associées sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Le règlement rappelle également les missions, qui, au contraire, ne relèvent pas de la compétence, notamment la gestion des eaux souterraines (item 7), le petit cycle de l'eau (assainissement et eau potable), la qualité (item 6), la gestion de la ressource (item 11) et en particulier les obligations en lien avec la gestion de crise, apanage du pouvoir de police du maire et du préfet.

Par ailleurs, le règlement fait le lien entre les missions GeMAPI et celles relatives à la mise en œuvre de l'item 12 (animation et concertation des politiques publiques « milieux aquatiques »), également confié au SIAC.

Le règlement rappelle que la réglementation française relative à l'entretien des cours d'eau limite les interventions du SIAC en la matière. En effet, il ne pourra intervenir qu'en lieu et place des propriétaires riverains, si l'action relève du champ de la compétence GEMAPI et si elle répond à un caractère d'intérêt général ou d'urgence. Le règlement précise ce qu'implique le caractère d'intérêt général ou d'urgence.

En matière d'intervention de crise, la réglementation impose aux gestionnaires d'ouvrages hydrauliques autorisés au titre du décret du 12 mai 2015 une obligation de résultat, à savoir la non-défaillance de l'ouvrage jusqu'au niveau de protection. Pour ce faire le gestionnaire doit être en mesure de surveiller et d'intervenir sur son ouvrage. Le règlement précise les modalités d'intervention pendant la crue (en crise) pour ce cas.

En matière d'intervention d'urgence, il a été confié au SIAC la gestion sédimentaire d'urgence (dans l'immédiat après crue, sous 48h) d'une dizaine de sites prioritaires. Le règlement précise, le partage des missions qui relève d'une part de la gestion de crise par les communes (gestion du cours d'eau en crue s'il y a menace sur les biens et les personnes) et de la gestion de l'immédiat post-crise, à savoir le traitement curatif des accumulations sédimentaires et ligneuses dangereuses.

Enfin, le règlement fait le point sur les dispositions budgétaires, comptables et de ressources humaines pour accomplir au mieux l'exercice de la compétence.

Le règlement a été présenté et discuté en séance du Bureau de la CCHC du 21 juin 2024.

Le règlement a été présenté, discuté en séance du bureau de la CCPEVA du 22 août 2024. Une précision a été apportée concernant la gestion en crise du système d'endiguement des Canevières.

Ceci exposé,

Vu la délibération du SIAC en date du 30 mars 2023, ainsi que les délibérations concordantes de ses 3 membres, approuvant les nouveaux statuts du SIAC à effet au 01/01/2024, ceux-ci prévoyant à ses articles 11-1 et 12 la possibilité d'un transfert à la carte de la compétence GEMAPI pour ses membres,
Vu la délibération de la CCHC en date du 5 septembre 2023 approuvant le transfert à la carte de la compétence GEMAPI au SIAC à effet au 01/01/2024,
Vu la délibération de la CCPEVA en date du 18 septembre 2023 approuvant le transfert à la carte de la compétence GEMAPI au SIAC à effet au 01/01/2024, à l'exception de quelques zones humides,
Considérant la nécessité de poursuivre l'organisation de la compétence GEMAPI et son évolution vers une gestion plus intégrée à l'échelle du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, avec une gouvernance respectueuse des EPCI-FP membres du SIAC,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le projet de règlement de l'exercice de la compétence GeMAPI par le SIAC.
- **CHARGE** Mme la Présidente de faire connaître le contenu de ce règlement auprès des Communes, élus et techniciens, des EPCI concernés ainsi qu'auprès de tous les partenaires associés (services de l'Etat, intervenants...) et riverains via le guide des riverains en cours de rédaction.

Le secrétaire de séance,

François DEVILLE



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.